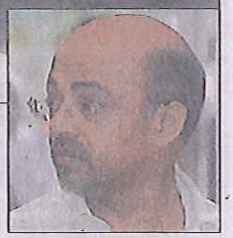
Curieux et partisans étaient toujours aussi nombreux hier, à vouloir assister à la quatrième journée du procès de la Civis, où il a largement été question de pots-de-vin.

Joël Lechat.

Michel Fontaine.



Aslam Mallam Rashed.

Brèves de prétoire

Argent. « Dans notre société, on ne va jamais vers les gens pour leur donner de l'argent mais pour travailler ». (Jean-Pierre Pajanipadeatchy)

Bénévole. « On n'a jamais vu une entreprise travailler gratuitement ». (Joël Lechat citant Hugues Salvan à propos d'une offre commerciale de deux mois de maintenance gratuite faite par CIS Réunion)

Rôle inversé. « Je peux poser une question à M.Pajani?», demande Willy Caderby au tribunal. « Je ne vous laisse pas la présidence non plus!», répond Nathalie Ramage.

Guerre. « C'était la guerre à ce moment-là ». (Willy Caderby à propos des relations entre la Civis et le SMCS)

Rigolos. « Le groupe Canal + achète les droits de foot 600 000 euros, ce ne sont pas des rigolos ». (Willy Caderby regrettant que le projet d'internet haut-débit faisant appel à ce prestigieux partenaire n'ait pas vu le jour)

Preuve. « Cela fait quatre ans que j'attends ces preuves, j'espère que je les aurai avant mes réquisitions ». (Raphaël Balland à propos des documents pouvant prouver que Willy Caderby était à Kingston en Jamaïque à la date où Pajani affirme lui avoir remis de l'argent)

Smic. « J'étais payé au Smic... de la Civis ». (Lionel Bègue, le chauffeur de Willy Caderby interrogé sur son salaire)

Voiture. « En tant que vice-président du conseil général j'avais droit à une voiture, en tant que conseiller municipal j'avais droit à une voiture de temps en temps, en tant que vice-président de la Civis j'avais droit à une voiture avec chauffeur, et en tant que président de la Semita j'avais droit à une voiture avec chauffeur. Pourtant je n'en ai demandé qu'une. » (Willy Caderby)

Filles. « Où est passé l'argent » ?. « Dans les casinos et les jeux de hasard surtout ». « Et les filles aussi » ?. « Oui je l'ai dit, mais je n'ai jamais dit que cela m'avait coûté cher ». (Echange entre la présidente Nathalie Ramage et Joël Lechat)

Façon. « Il a sa façon de s'expliquer, on l'a tous vu ». (Raphaël Balland à propos de Joël Lechat)

Plage. « J'espère que votre ingénieur à apprécier les plages de la Réunion et son volcan ». (Raphaël Balland parlant à Gérard de Roland du technicien de CIS Réunion chargé de maintenir des serveurs inutilisés)

Fataliste. « On est tous plus ou moins conscients qu'on va avoir une peine ». (Willy Caderby)

498 000 € de maintenance en deux ans

La maintenance du parc informatique du Syndicat mixte de coopération du Sud, « hérité » de la Civis, a de quoi « donner le tournis », pour reprendre l'expression de Raphaël Balland. De mars 2003 à novembre 2005, avec de prix mensuels oscillant entre 25 et 45 000 euros, elle finit par coûter la bagatelle de 498 000 euros au SMCS de Hugues Salvan et à la Semita de Willy Caderby. La société CIS Réunion de Gérard de Roland en empoche 261 000 et l'ARM-Pajani de Jean-Pierre Pajanipadeatchy 237 000.

Entre les marchés qui se chevauchent, les bons de commande hors marché et les doubles factures, le tribunal et le ministère public ont beaucoup de mal à s'y retrouver. Tout comme les enquêteurs et le juge d'instruction avant eux. D'autant que les matériels concernés, parfois par une « triple maintenance » comme les serveurs HP de nouvelle génération, se baladent entre la Civis, les communes et la Semita.

D'un côté, le président du SMCS Hugues Salvan et son directeur informatique Joël Lechat favorisent la société de Jean-Pierre Pajanipadeatchy qui les arrose (voir ci-dessus). Y compris pour obtenir le marché d'équipement multimédia des écoles qui a coûté 543 000 euros. De l'autre, le président de la Semita Willy Caderby et son directeur général délégué Aslam Mallam Rashed, privilégient l'entreprise de Gérard de Roland.

La guerre des marchés

Dans cette guerre des marchés de maintenance, tous les coups sont permis. Jean-Pierre Pajanipadeatchy fait état des pressions exercées sur son fournisseur mauricien.

Pour ajouter à cette gabegie, les interventions facturées concernent souvent les mêmes ordinateurs ou serveurs. Pourtant les techniciens de la CIS et d'ARM-Pajani ne se croisent jamais sur le terrain.

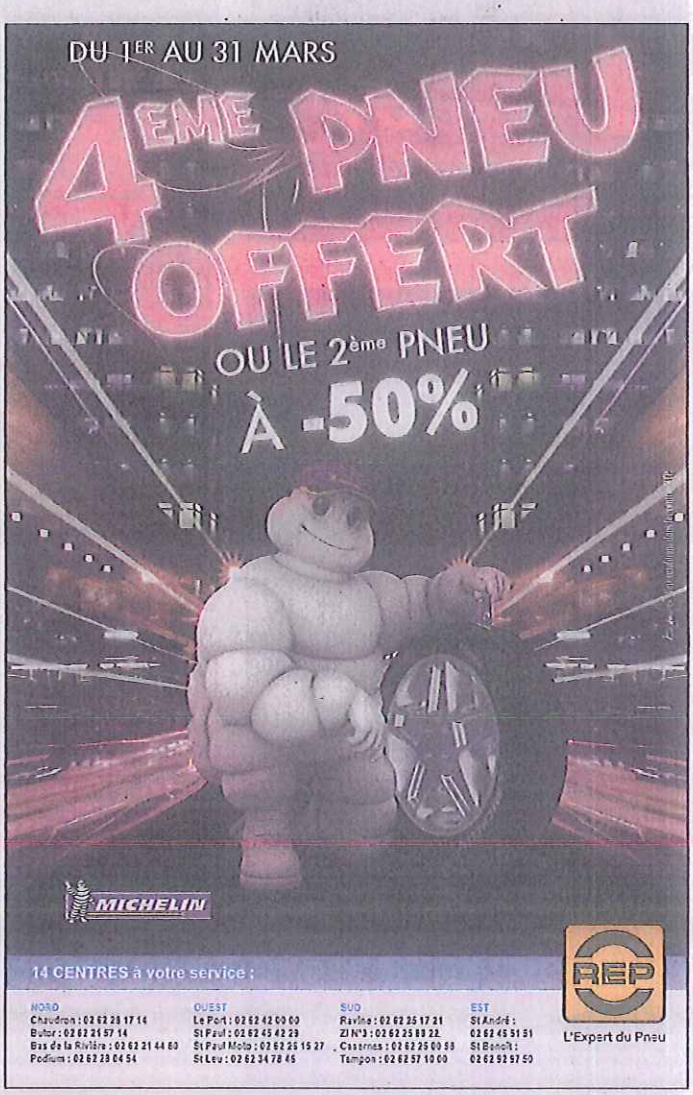
Devant l'étonnement du tribunal et du ministère public, Aslam Mallam Rashed et Gérard de Roland expliquent que le niveau de maintenance n'était pas le même. Sans vraiment convaincre. CIS Réunion donnait dans le niveau 2 avec à demeure un ingénieur certifié HP dépêché par sa société mère basée au Liban.

Willy Caderby se défend d'avoir émis deux bons de commande en doublon : « le SMCS les avait établis, mais il fallait les refaire pour que la Semita puisse payer. » Et, interrogé par le vice-procureur qui ne lâche rien, le président de la Semita trouve normal d'avoir informé Michel Fontaine « des anomalies dans l'exécution du contrat avec Pajani puisque c'est la Civis qui payait ». Et qui payait cher.

CLARK
THE FORKLIFT
COMMUNIQUÉ

Depuis décembre 2010, ABC Equipement OI, 10 rue Boris Vian, Z.I N°2 - BP 56 - 97822 Le Port CEDEX, est confirmé en tant que nouveau distributeur agréé, et exclusif, pour l'ensemble des produits de la marque CLARK, sur le département de La Réunion, ainsi que pour Mayotte.

Toute demande de matériels, pièces de rechange CLARK et service après-vente seront désormais traitée exclusivement par ABC Equipement OI.

Tél : 0262 710 710 - Fax : 2062 710 711
commercial@abc-équipement.com

CLARK décline toute responsabilité quant à d'éventuelles difficultés liées à la qualité du service et/ou ces détachées n'étant pas fournis par ABC Equipement OI. Seules les pièces détachées fournies par ment OI seront réputées comme étant d'origine et de qualité certifiée CLARK.